

Nantes Sud

entre mémoire et histoire



Bulletin n°11 / janvier 2022

Exemplaire gratuit

Les rues Ledru-Rollin et de la Ripossière



Comité de rédaction / recherche documentaire et collecte de témoignages : Le groupe mémoire de Nantes Sud : Jean-Louis Bernardeau, Annie Héraud, Robert Laly, Benoît Lesne, Jeannine Lévêque, Lucette Piveteau et les Archives de Nantes : Nathalie Barré – service Histoire et mémoires des quartiers

Le groupe mémoire de Nantes Sud – Maison des Confluences – 4, place du Muguet nantais – 44200 Nantes

Site internet > <http://memoirenantesud.blogspot.fr>
Courriel > memoirenantessud@laposte.net.

Archives de Nantes – 1, rue d'Enfer – 44000 Nantes
T. 02.40.41.95.85 / archives@nantesmetropole.fr

Mis en page et publié par les Archives de Nantes
2 000 exemplaires / 2022

Crédits photographiques

Archives de Nantes : p.4 (30Fi1056) / p.5 (1Fi-101855) / p.7 (10Fi75) / p.8 (9FiNum144) / p.11 (1Fi-51763) / p.12 (245Z1) / p.14 (en attente) / p.18 (37Fi946) / p.22 (30Fi683) / p.23 (1Fi-107475) / p.25 (non coté) / p.28 (1babr519) / p.29 (30Fi1683)

Collections publiques : p.6 (PH14428 – Musée Carnavalet) / p.24 (Centre d'Histoire du Travail)

Collections privées : p.9 (Chantal Trubert) / p.10 – p.26 – p.31 – p.32 – p.37 – p.39 (Benoît Lesne) / p.13 – p.16 (Armor) / p.20 – p.21 (Jacky Texier) / p.27 (Gérard Bonnefon) / p.33 à p.36 – p.38 (Colette Guéry)



Tous les numéros de «Nantes Sud entre mémoire et histoire» peuvent être consultés et téléchargés sur le site : www.archives.nantes.fr (rubrique Histoire des quartiers _ ressourcesenligne)



SOMMAIRE

- p.04 > La rue Ledru-Rollin
- p.11 > L'Outillage Armor
- p.22 > Les activités marquantes de la rue de la Ripossière et de l'avenue Gilard
- p.27 > L'entreprise Bonnefon : du tapioca à la soudure
- p.32 > L'entrée de la route de Vertou : le café –épicerie Au Merle blanc et l'entreprise Guillemet
- p.39 > Les camellias de Justine et Jean Heurtin

Pour leur accueil et leur disponibilité, le groupe remercie chaleureusement les personnes qui ont accepté de livrer leur témoignage : Monsieur Bachelier, Gérard Bonnefon, Gérard Frappier, Denise Grossat, Colette Guéry, Sonia Bonnet, Joël Mitaux, Jean-Pierre Perrault, Jacky Texier, Béatrice Trégret

Édito

Les événements sanitaires que vous connaissez nous ont obligés à retarder l'édition du présent bulletin, mais enfin il est entre vos mains.

Le travail effectué depuis quinze ans se poursuit par le recueil de témoignages d'habitants et d'acteurs qui ont fait la petite histoire de notre quartier Nantes-Sud.

Les deux précédents bulletins étaient plus particulièrement consacrés aux entreprises de la place Pirmil puis de la rue Frère-Louis. Dans cette logique, nous présentons dans ce bulletin n°11 les activités de la rue Ledru Rollin et de la rue de la Ripossière. Sans oublier les avenues toutes proches riches de leur passé industriel et commercial. En effet, nombreuses étaient les personnes qui venaient travailler dans le quartier apportant une certaine forme de vie sociale qui disparaît avec la fermeture de ces dernières entreprises. Entre-temps sont arrivés des services tertiaires dans d'autres micro-quartiers faisant évoluer Nantes-Sud comme le reste de la ville.

En cela, nous sommes les témoins des changements radicaux de ce quartier en pleine mutation. Le groupe se tient dans la position d'une personne munie d'une lanterne qui éclaire le passé pour apporter tant aux anciens habitants qu'aux nouveaux venus une histoire commune à partager.

Nous souhaitons que la lecture de ces quelques pages vous donnera l'envie de parcourir les numéros précédents.

LA RUE LEDRU-ROLLIN



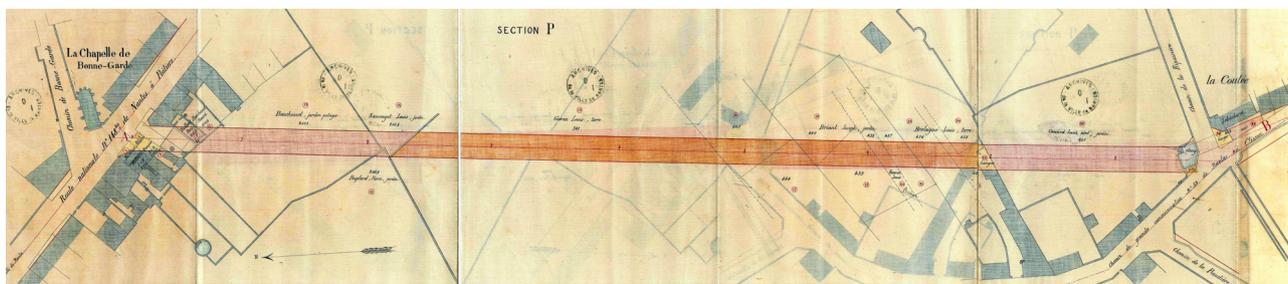
Jusqu'en 1882, une fois franchi le pont de Pirmil, unique passage nantais reliant la Bretagne au Poitou, deux voies permettaient l'accès au sud du département : la route nationale n°148 de Nantes à Poitiers - également dénommée route de Clisson dans le prolongement de la rue Saint-Jacques - et le chemin vicinal de grande communication n°59 de Nantes à Clisson, plus communément appelé chemin de Vertou. Des chemins transversaux reliaient les deux voies et plus particulièrement celui de la Ripossière qui formait la limite de l'octroi.



Vue aérienne du secteur Ledru-Rollin – Ripossière prise en 1923. Percée à travers champ, la rue Ledru-Rollin se distingue par son tracé en ligne droite entre les deux rues sinueuses de la Ripossière et Frère-Louis.

À partir de 1877, la seconde voie, sinueuse, (dénommée rue Frère-Louis en 1890) ne répond plus aux nécessités de la circulation. C'est pourquoi la municipalité décide de la doubler parallèlement plutôt que de l'aligner. Aussi, le 29 décembre 1877, le conseil municipal délibère sur la « rectification du chemin vicinal de grande communication n°59 de Nantes à Clisson entre la route nationale n°148 et le village de la Coulée, à l'intersection du chemin de la Ripossière ».

Plusieurs des opposants émettent le vœu que l'on abandonne l'ouverture de cette voie nouvelle pour élargir le chemin actuel. Ce dernier projet tout en coûtant aussi cher, à cause des façades à reculer, laisserait toujours au chemin des alignement sinueux et ne donnerait pas le résultat qu'on est en droit d'attendre de la voie projetée qui serait d'un seul alignement. (...) Nous opérons à travers champ par une ligne droite la jonction de la route de Clisson avec la route de Vertou.



Plan du tracé de la future rue Ledru-Rollin dressé en 1877

Le projet est ainsi présenté : « Messieurs, une enquête vient de se faire sur le projet d'ouverture d'une voie nouvelle destinée à remplacer le chemin étroit et tortueux qui part de l'église Saint-Jacques et passe devant l'école des sourds et muets. Le chemin actuel, classé de grande communication n°59, est d'un accès difficile et dangereux ; les voitures, plutôt que de s'y engager, préfèrent suivre des voies plus longues.

Quarante-deux intéressés se sont prononcés sur ce projet : vingt pour et vingt-deux contre. Des vingt-deux opposants, dix-huit habitent le chemin de la Ripossière que les voyageurs suivent pour éviter la partie de chemin que remplacerait la voie projetée.

La cause de cette opposition, toute d'intérêt privé, est l'abandon qui sera fait par les voyageurs du chemin de la Ripossière qui est une voie indirecte qu'on est obligé de prendre pour éviter la voie directe qui est impraticable. »

La nouvelle rue est ouverte à la circulation en 1882. La même année, le maire républicain, Georges-Évariste Colombel, reçoit une pétition des habitants du quartier relative à sa dénomination : « Les soussignés, habitants du quartier, sollicitent de votre bienveillance la faveur de perpétuer le nom d'un citoyen illustre : Ledru-Rollin. C'est dans ce but que nous venons appuyer la demande que vous a faite spontanément et à propos, le citoyen Delaunay, notre conseiller municipal, de donner un grand nom à la nouvelle voie percée tout récemment. Cette voie étant dans les

limites de l'octroi et très fréquentée déjà, est très belle et digne de porter un grand nom. » Un arrêté municipal valide cette proposition le 11 juillet 1882. Dix jours plus tard, la Ville reçoit une lettre de remerciements d'Harriet Ledru-Rollin.

Alexandre Ledru-Rollin

En 1882, la municipalité républicaine de Georges-Évariste Colombel honore la mémoire d'un farouche républicain.



Portrait d'Alexandre Ledru-Rollin réalisé en 1848

Né le 2 février 1807 à Paris, Alexandre Ledru-Rollin est un avocat et homme politique français. Il est le fils du docteur Ledru, médecin et antiquaire, et petit-fils du célèbre prestidigitateur Ledru, surnommé Comus, qui fut, sous Louis XV, professeur de physique des enfants de France. Il se signala également par ses expériences sur l'électricité et par les travaux qu'il fit avec Franklin pour arriver à la découverte du paratonnerre. Rollin est le nom de jeune fille de sa grand-mère maternelle ; Ledru-Rollin l'a adopté afin de n'être pas confondu avec un collègue avocat.

Républicain progressiste, il est élu député radical du Mans en 1841. Sa campagne électorale marque la naissance du radicalisme en France. Il publie en 1846 un manifeste dans lequel il réclame le suffrage universel, ce qui lui vaut un procès retentissant. Ledru-Rollin veut des « *réformes de structures économiques et sociales* » pour faire face à la misère du peuple français, et ses principes républicains sont ceux de la république sociale.

Il est l'un des chefs de file de la campagne des Banquets qui aboutit à la révolution de 1848 et à la Deuxième République. Comme ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire alors institué, il fait adopter par décret le suffrage universel masculin.

Lors de l'élection présidentielle de 1848, il n'obtient que 5 % des suffrages. À nouveau élu député à l'assemblée législative en 1849, Ledru-Rollin devient le chef d'un groupe de plus de 200 députés, dénommé la Montagne. Il s'oppose violemment à la politique réactionnaire de l'Assemblée, en particulier à l'envoi d'une expédition militaire à Rome qui vise à étrangler la jeune république romaine pour rétablir le pouvoir absolu du pape Pie IX. Il tente d'organiser le renversement du gouvernement d'Odilon Barrot et de la majorité conservatrice de l'Assemblée, le 13 juin 1849. Mais

la répression menée par le général Nicolas Changarnier et ses troupes le déchoit de son mandat de représentant de la nation. Il parvient à s'enfuir en Angleterre et à échapper ainsi aux déportations d'opposants. La Haute Cour de justice de Versailles le condamne par contumace.

Il ne rentre en France qu'en 1871, après la proclamation de la Troisième République, et, bien que réélu député en 1871 et 1874, il n'exerça plus aucune influence notable. Il meurt le 31 décembre 1874 à Fontenay-aux-Roses.

Le premiers équipements

Peu de temps après son ouverture, en raison de sa position centrale et des terrains disponibles la bordant, la rue Ledru-Rollin est choisie par la municipalité pour accueillir les deux premières écoles primaires publiques du quartier : l'école de garçons Ledru-Rollin et l'école de filles de la Ripossière, construites entre 1886 et 1887 et ouvertes en 1888. **(voir notre bulletin n°8)**

À partir de 1905, une ligne de tramway, la ligne M, relie la rue Bonne-Garde au village de Sèvres en suivant la rue Ledru-Rollin. **(voir notre bulletin n°7)**

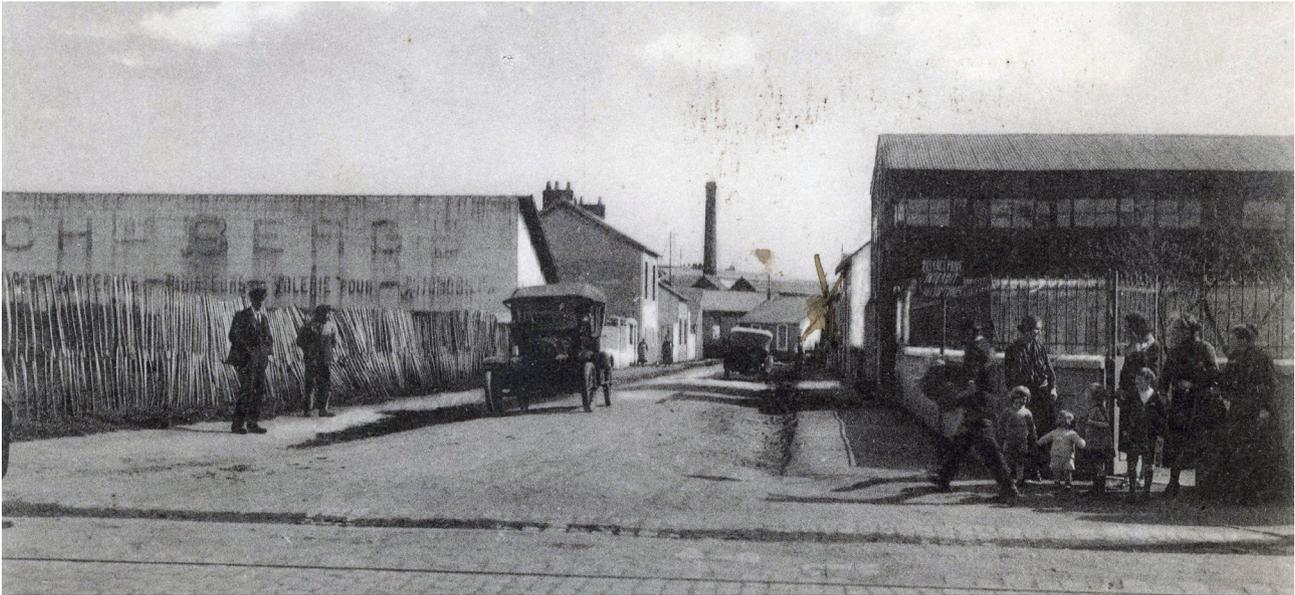
Ainsi desservie par deux écoles et une ligne de tramway, la rue Ledru-Rollin va s'urbaniser progressivement à partir du début du 20^e siècle et attirer quelques industries, notamment L'Outillage Armor qui trouve là, la place nécessaire pour développer son activité à partir de 1917. Les propriétaires des parcelles situées entre les rues Ledru-Rollin et Frère-Louis vont également saisir l'opportunité du développement du secteur pour valoriser leurs terrains.



La rue Ledru-Rollin prise vers la rue Saint-Jacques dans les années 1920

L'avenue Gabriel

Entre 1912 et 1914, une voie privée est percée entre les deux rues. Elle prend le nom d'avenue Gabriel (probablement le prénom d'un membre de la famille du promoteur, une impasse perpendiculaire ouverte au même moment étant dénommée avenue René (la future impasse Auguste-Blouin). Les premières constructions s'élèvent rapidement en bordure de cette nouvelle voie et en 1914, les riverains sollicitent la Ville afin que leur rue soit classée dans le domaine publique : « Par pétition du 1^{er} mars 1914, les habitants de l'avenue Gabriel demandent le classement de



L'avenue Gabriel dans les années 1920 vue depuis la rue Ledru-Rollin vers la rue Saint-Jacques

la dite avenue. (...) L'avenue Gabriel est une voie de 110 mètres de longueur sur 10 mètres de largeur qui comporte actuellement une douzaine d'immeubles, construits ou en construction, composés pour la plupart d'un rez-de-chaussée et d'un étage.

Cette voie est intéressante par sa situation : elle met en communication, sensiblement vers leur milieu, les rues Ledru-Rollin et Frère Louis. (...) Elle est appelée à rendre des services à la circulation générale dans ce quartier neuf où actuellement on construit beaucoup de petits immeubles.

Cette avenue présente l'avantage de créer un nouveau centre de construction à l'intérieur de l'octroi, mais elle rendra des services à la circulation générale notamment lorsque la voie projetée dans son prolongement qui doit aboutir à la route de Clisson au droit du cimetière de Saint-Jacques aura été créée. »

Ce prolongement est effectif au début des années 1920 mais l'avenue Gabriel est restée privée en raison du refus des propriétaires riverains d'effectuer les travaux nécessaires à son classement. Son mauvais état est signalé par les autorités locales en 1922.

Treize années plus tard, la situation ne semble pas s'être améliorée : « *La chaussée et les caniveaux de l'avenue Gabriel n'ont jamais fait l'objet d'un travail d'ensemble. Chaque propriétaire a aménagé à sa façon la partie de l'avenue qu'il borde. Ceci explique la situation générale de l'avenue, dans son ensemble mal empierrée, pourvue sur certains points de caniveaux en béton, en mortier de ciment, tandis que d'autres parties qui en sont dépourvues sont devenues de véritables cloaques.* »

L'année suivante, afin de mettre en état de viabilité l'avenue Gabriel, l'administration impose aux riverains la création d'un syndicat de propriétaires. C'est à cette

occasion que l'avenue est séparée en deux sections et que deux syndicats distincts sont créés. La séparation est validée le 3 février 1936 : la partie comprise entre les rues Frère-Louis et Ledru-Rollin devient alors l'avenue Louis-Braille, sur proposition du président de la séance, monsieur Collinet, aveugle et professeur à la Persagotière.

L'urbanisation du secteur s'intensifie dans les années 1930 avec la mise en lotissement des terrains maraîchers des jardiniers Cassard et Bahuaud et la création des rues Jeannine et Hélène-Boucher. (voir notre bulletin n°10)

Une plaque en mémoire d'un habitant de la rue Ledru-Rollin : Auguste Blouin, otage fusillé le 22 octobre 1941

Le 22 octobre 1941, 48 hommes tombent sous les balles nazies en représailles à l'exécution, deux jours plus tôt, du colonel Karl Hotz, commandant des troupes d'occupation dans le département de la Loire-Inférieure, par un commando de résistants. Parmi les otages fusillés figure Auguste Blouin, industriel et ancien combattant, résidant au 22, rue Ledru-Rollin.

À l'occasion du 80^e anniversaire de cette tragédie, nous revenons sur les circonstances de la pose de la plaque commémorative honorant sa mémoire.

En septembre 1948, le docteur Tessier, président de la Fédération départementale des Poilus d'Orient de la Loire-Inférieure, émet le vœu, auprès de la municipalité, « d'apposer sur l'immeuble sis 22, rue Ledru-Rollin qui fut habité par Auguste Blouin, une plaque à la mémoire de ce

héros. Considérant que des plaques commémoratives ont été apposées sur le domicile de plusieurs de nos camarades anciens combattants, fusillés par les Allemands, il serait juste que la mémoire de notre camarade et vice-président Blouin Auguste, fut également vénérée au même titre que la mémoire de ceux tombés avec lui sous les balles allemandes le 22 octobre 1941.

J'ajoute que notre action est conjointe à celle de l'association des représentants de commerce qui après avoir organisé une collecte au souvenir d'un de ses adhérents, a versé une partie des fonds recueillis au compte des Poilus d'Orient. »

Ce vœu est approuvé à l'unanimité par le conseil municipal le 12 novembre 1948, suivi d'un arrêté préfectoral deux semaines plus tard.





Façade de la maison où vécut Auguste Blouin au 22, rue Ledru-Rollin et sur laquelle la plaque commémorative a été fixée en 1948

Né le 31 décembre 1884 à Saint-Crespin (Maine-et-Loire), Auguste Blouin dirigeait une bonneterie rue Dos-d'Âne. (voir notre bulletin n°9) Il était marié depuis le 12 décembre 1910 à Éléonore Bouin et était père de deux enfants.

Ancien combattant, il était membre de la Fédération départementale des Poilus d'Orient de la Loire-Inférieure. Dans sa demande de septembre 1948, le docteur Tessier retrace son parcours de soldat pendant la Première Guerre mondiale : « Mobilisé le 6 août 1914, il quitte Nantes le 26 août comme cycliste. Il fait la retraite de Belgique, reste quelques temps à Compiègne, où il est nommé caporal, et part au front de Salonique. Il s'embarque le 1^{er} novembre 1915. Arrivé à Salonique parmi les premières troupes, il fait la retraite de Serbie dans des conditions désastreuses, en pleine période de choléra et de dysenterie. Il est nommé sergent. Après 18 mois, il est rapatrié pour fièvre paludéenne et doit séjourner de longs mois dans les hôpitaux. Il est instructeur de la classe 19, comme moniteur de tir, à Nantes, les Sables d'Olonne et Joinville. À la fin de la guerre 1914-1918, il reprend la vie civile dans sa bonneterie, rue Dos-D'Âne. Il est titulaire de la Croix du combattant, de la Médaille d'Orient et de la Médaille commémorative yougoslave. »



En 1940, délégué par le président des Poilus d'Orient, alors prisonnier, Auguste Blouin s'est occupé des anciens combattants du Comité d'entente, du ravitaillement des prisonniers et des centres d'accueil de Nantes, Savenay et Chateaubriant.

Engagé dans la résistance la même année, il appartenait au groupe Bouvron de Nantes, réseau Georges-France 31, dirigé par Alexandre Fourny, qui organisait avec les réseaux d'anciens combattants le transfert de soldats anglais vers la zone libre et l'évasion de nombreux prisonniers.

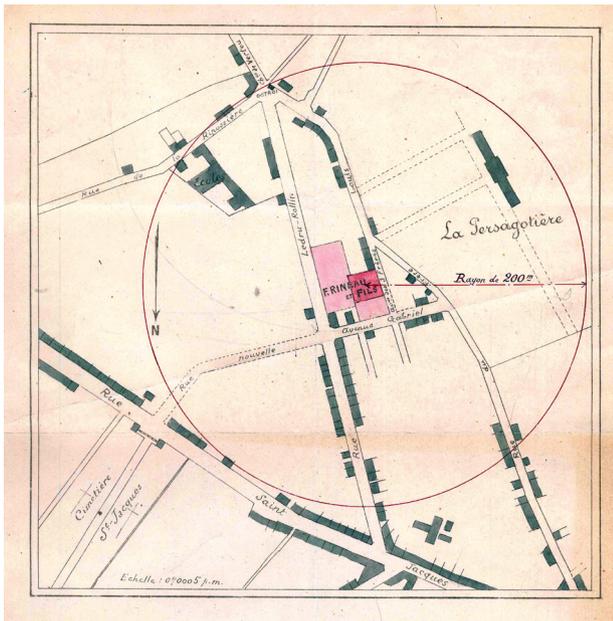
Arrêté le 15 janvier 1941 à Nantes, par l'Abwehr, il est accusé « d'aide à l'évasion de prisonniers de guerre, résistance et intelligence avec l'ennemi ». Incarcéré à la prison des Rochettes, puis à la prison Lafayette, il est condamné, le 15 juillet 1941, à trois ans de réclusion par le tribunal allemand FK 518 de Nantes.

Désigné comme otage, Auguste Blouin a été fusillé le 22 octobre 1941, au terrain du Bêle à Nantes, aux côtés de quinze autres otages, dont les membres de son groupe de résistants : Léon Jost, Alexandre Fourny, Joseph Blot et Paul Birien.



L'OUTILLAGE ARMOR

Nichée entre les rues Ledru-Rollin, Louis-Braille et Frère Alexandre-Lemesle, l'entreprise L'Outillage Armor déploie son activité industrielle au coeur du quartier depuis un peu plus d'un siècle.



Plan de situation des futurs ateliers de L'Outillage Armor réalisé en 1917

C'est en septembre 1917, que la société de couverture, plomberie, sanitaire et chauffage Firmin Rineau et Fils, établie au 78, boulevard de la Prairie-au-Duc, sollicite « l'autorisation d'exploiter, à dater du 1^{er} novembre prochain, une usine de petite mécanique, rue Ledru-Rollin ». L'activité démarre sous la houlette des fils Rineau, Abel et Marcel, à l'origine de cette nouvelle branche de l'entreprise familiale qu'ils dénomment : L'Outillage Armor.

ABEL RINEAU, FONDATEUR DE L'ENTREPRISE

Né en 1883, Abel Rineau, ainsi que son frère Marcel, est formé aux Arts et Métiers d'Angers entre 1900 et 1903. Dès sa sortie, il se consacre au développement de l'affaire familiale créée par son père en 1870. Ayant compris tout l'intérêt qu'il pouvait y avoir à créer dans la région nantaise, alors en plein développement industriel, une fabrique d'outillage de précision, il fonde en 1917, avec le concours de son frère, L'Outillage Armor. Cette société est spécialisée dans la production d'outils coupants standards, spéciaux et sur mesure, de forets, tarauds, alésoirs et fraises en acier rapide. Elle devient rapidement un modèle du genre, tant par la qualité de ses fabrications que par les moyens techniques très modernes mis en œuvre pour les réaliser.

Ingénieur et patron, il est appelé de nombreuses fois à présider des organisations professionnelles. À partir des années 1920, il joue un rôle important dans les organisations patronales : président de l'Union des syndicats des métaux de Loire-Atlantique en 1921, président du Syndicat patronal des constructions mécaniques et navales de Nantes en 1926.

Ses importantes fonctions et sa connaissance approfondie de tous les problèmes ressortissant de l'Office départemental des Groupements patronaux de Nantes et



Portrait d'Abel Rineau réalisé dans la cour de l'entreprise en 1956

de Loire-Atlantique et plus spécialement de la construction mécanique et navale l'ont amené à accepter en janvier 1944, le poste de premier vice-président de la chambre de commerce, où il fut l'un des collaborateurs les plus précieux du président Bertin. Il eut la lourde charge de la reconstitution et de la modernisation de l'outillage portuaire et s'attacha aux délicats problèmes posés par la reconstruction de l'immeuble de la chambre de commerce.

En 1945, il est élu président de l'Office départemental des Groupements patronaux de Nantes et de Loire-Atlantique et

président de la chambre de commerce en 1952, poste qu'il occupe jusqu'en décembre 1954. C'est sous sa présidence que furent entrepris les grands travaux qui ont permis la montée et le déchargement de pétroliers de 24 000 tonnes à Donges. Enfin, il est le fondateur de la société scientifique et technique de Loire-Inférieure : la SITEC.

Après son décès, le 14 novembre 1957, son gendre Pierre Jullien lui succède. L'entreprise reste dans le giron familial jusqu'en 1996, date à laquelle la famille vend son usine à un actionnaire qui intègre Outillage Armor dans une entité européenne. La société fait aujourd'hui partie de PFI Group qui rassemble sept marques spécialisées dans la conception, la fabrication d'outils coupants industriels en acier rapide et carbure sur mesure et de matériels de métrologie de précision.

« Ça fait plus de 100 ans que nous sommes sur le même site »

« Outillage Armor a été créée en 1917 pour répondre à la demande des chantiers navals et de la plateforme aéroportuaire. Ces deux secteurs ont facilité l'essor de l'entreprise. Ça fait donc plus de 100 ans que nous sommes sur le même site. L'entreprise du boulevard de la Prairie-au-Duc existe toujours aussi mais ils se sont reconvertis dans les toitures et la climatisation et c'est devenu Axima.

Outillage Armor fabrique des outils coupants : tarauds, forets, alésoirs. En 1917, Outillage Armor a été chargée de faire le filetage sur les obus et elle a donc fabriqué les outils pour le faire. À la création, la plupart du personnel était féminin car les hommes étaient au front. C'est pourquoi il y a beaucoup de femmes sur une photo de l'époque.



1934, façade de l'entreprise sur la rue Ledru-Rollin

L'activité

Nous, on est vraiment fabricants. Moi, je travaille chez Armor depuis 1988. Je suis comptable - acheteur. Je suis polyvalent dans les fonctions administratives. Quand je suis arrivé, j'ai remplacé un ancien légionnaire. Lui, quand il distribuait les payes en liquide, il avait un revolver ! Au cas où...

J'achète des barres d'acier, ce sont des aciers rapides. Dedans il y a des aciers qui sont plus ou moins durs avec tungstène, aluminium, etc., qui vont renforcer l'outil. Et ces outils, on va encore les envoyer pour un autre traitement et encore plus les durcir.

À une époque, c'était un peu dangereux parce que nous avons des bains de sels chimiques qui étaient en fusion et il ne fallait pas que de l'eau tombe dessus. Là, le four explosait ! On a donc carrément tout stoppé dans les années 90 pour sous-traiter à une société spécialisée. Mais par contre, on a un peu perdu de savoir-faire, parce qu'on maîtrisait la chaîne de A à Z. Et lorsqu'il y avait un client qui demandait une dureté bien particulière, ça permettait de correspondre à 100 % à sa demande. Le fait de sous-traiter n'a pas que du bon, mais on s'en sort quand même.

Donc j'achète l'acier en usine, de manière à faire un produit fini. Pour faire un taraud, il y a différents corps de métiers, différentes étapes de fabrication qui amènent à un produit

fini : le tournage, fraisage, etc. Le trempage est sous-traité. Ceux qui travaillent ici sont des tourneurs-aléseurs, rectificateurs.

Au niveau de la production, on a gardé beaucoup de vieilles machines qui datent des années 70 car on fait beaucoup de petites séries avec du travail manuel qu'on ne peut pas forcément faire avec des machines à commande numérique. On a donc entretenu nos machines excellentement ! Et elles fonctionnent comme au départ ! Il y a eu du roulement de personnel pour leur entretien. Mais il est vrai, ce que vous entendez partout c'est une pénurie d'ouvriers. On ne trouve plus de tourneurs-fraiseurs. Le si peu qu'il y a est absorbé soit par Airbus, soit par les grosses structures de Saint-Nazaire. Il est arrivé une fois qu'une personne, qui était coiffeur, soit intéressée par la mécanique et nous l'avons formée. Si une personne est motivée, nous on peut la former dans la mesure où on a un domaine de technicité qui n'est pas forcément enseigné dans les écoles. Donc, si on a affaire à une personne motivée, passionnée et qui n'a pas peur de mettre les mains dans l'huile, elle peut réussir sans souci !

Le personnel

En 1917, on était 200 à peu près. Actuellement nous sommes une vingtaine. Le niveau de production a baissé et j'ai vécu l'essor de l'informatique qui a eu des effets importants sur les effectifs. Par exemple, en 1988, dans un bureau comme le mien, chaque fonction était tenue à temps plein par une personne. Moi, j'ai commencé sur les bulletins de paie qui étaient manuels. J'ai connu ça pendant deux, trois mois. Et quand on a commencé à informatiser, j'ai pu assurer seul toutes les fonctions. Avec l'informatique, on a vécu une révolution ! Tout ça a amené à une compression du personnel.

"L'OUTILLAGE ARMOR"
Ateliers et Bureaux : Rue Ledru-Rollin - NANTES
Tél. 162.86

FORETS-ALÉSEURS "TORPILLE" INCASSABLES

EN ACIER SPÉCIAL A COUPE RAPIDE

MARQUE  DÉPOSÉE



(Fig. 1) - FORET-ALÉSEUR à 3 LÈVRES

(Fig. 2) - FORET-ALÉSEUR à 4 LÈVRES

PRIX COURANTS

Diamètre	C.M. N°	Longueur totale appro**	PRIX UNITAIRE		Diamètre	C.M. N°	Longueur totale appro**	PRIX UNITAIRE	
			à 3 lèbres	à 4 lèbres				à 3 lèbres	à 4 lèbres
6	1	155	22	24	24	3	275	70	72
7	1	160	20.50	23	25	3	280	74	77
8	1	165	19	22.30	26	3	285	79	82
9	1	170	19	22.30	27	3	290	86	89
10	1	175	19.80	22.80	28	3	295	93	96
11	1	185	20.40	23.40	29	3	300	100	103
12	2	205	32.60	35	30	3	305	109	114
13	2	215	33.50	36	31	3	310	119	124
14	2	215	34	36.60	32	4	310	134	142
15	2	215	34.50	37.40	33	4	360	146	152
16	2	220	35.40	38.50	34	4	365	158	167
17	2	230	38	40.50	35	4	370	168	178
18	2	240	42.40	45.10	36	4	375	179	189
19	2	245	45.30	48.50	37	4	375	190	201
20	2	250	48.70	52	38	4	380	202	216
21	2	255	54	57	39	4	380	215	229
22	3	275	61.50	64	40	4	385	238	248
23	3	275	65	67					

- 5 -

Juin 1928

Extrait du catalogue de l'entreprise en 1928

Au niveau des syndicats, nous avons eu la CGT. En 1968, il y a eu des gros mouvements. Il y a d'ailleurs quelques traces sur un mur. C'était de la bonne peinture ! Actuellement plus personne n'est syndiqué. C'est un choix du personnel et l'arrivée des 35 heures n'a pas été comprise. Ça a détruit l'organisation et les salaires. Ils étaient très en colère.

La clientèle

Historiquement, on est le fournisseur des moteurs diesel de PSA. Dans les moteurs diesel, entre autres, vous avez énormément de taraudage. Il y en a un peu dans les moteurs à essence mais nous sommes positionnés sur les moteurs diesel. Nous fournissions pour le nucléaire. C'étaient des gros tarauds qui ne servaient qu'une fois.

Notre marché est essentiellement français. Mais il est vrai qu'actuellement on exporte de plus en plus, principalement nos alésoirs Héli Armor. On est bien implantés en aéronautique. Il y avait un choix stratégique à faire : ou bien on ne restait que sur le secteur de l'automobile, ou bien il fallait se diversifier. Ça permet de s'équilibrer économiquement. On travaille beaucoup avec le groupe Safran (aéronautique, hélicoptère, nucléaire). Dassault est aussi un client. Quand Dassault vend des Rafale, ça nous donne du travail. On travaille également avec Airbus. On était sur l'A-380.

Quand l'entreprise a été vendue en 1996 à un actionnaire, ça a changé d'optique. 1996 a été une année charnière pour Outillage Armor car le PDG avait un groupe européen qui va de la Hongrie jusqu'à Paris. Il y a donc eu des synergies au niveau production entre les différents sites. À Nantes, on s'est recentré sur les produits où il y a le plus de valeur ajoutée. » **(Jacky)**

« Je faisais les fours quand il y avait besoin de les faire »

« Je travaillais dans le bâtiment et en 1969, je suis entré chez Armor Outillage par l'intermédiaire d'un voisin. Et j'ai pris ma retraite en 1996.

On fabriquait des forets pour percer, des alésoirs, des tarauds. On taraudait beaucoup pour l'armée, l'automobile : Citroën, Peugeot, Renault. Ils avaient besoin de petites pièces pour les carburateurs. Et avec l'armée, c'était pour les tanks. On faisait tout ce qui était pour tarauder, le filetage des pièces.

Quand je suis arrivé en 1969, on était pas loin de 200. Quand j'ai quitté en 96, on n'était plus que 35. La baisse des effectifs, ça s'est fait progressivement. Quand ils ont commencé à diminuer le personnel, ils n'ont plus augmenté les salaires. Alors beaucoup de gars sont partis travailler chez Georges Renaud, route de Clisson, parce que ça payait beaucoup plus.

Au début, moi qui étais habitué à travailler en plein air, assez rapidement j'en ai eu marre de faire toujours les mêmes gestes. Je voulais partir et à la direction quand ils l'ont su, ils m'ont dit que comme j'étais maçon, ça les intéressait. Dans l'usine, il y avait une station thermique pour tremper les pièces et ils étaient obligés de faire appel à une entreprise pour les fabriquer. Alors comme j'étais maçon de métier, ils m'ont demandé de faire les fours de la station. Si bien qu'après j'avais deux fonctions : balayeur et je faisais les fours quand il y avait besoin de les faire.

Après j'ai arrêté balayeur et j'ai changé d'horaires. Il y avait une équipe du matin et une équipe du soir. Et autrement, la régulière. Le midi, on mangeait à la cantine qui fait l'angle



1934, les ateliers de l'entreprise implantés entre la rue Ledru-Rollin et l'actuelle rue Frère- Alexandre-Lemesle

de la rue Ledru-Rollin et Louis-Braille. Moi, j'arrivais très tôt le matin, j'étais debout à trois heures et demi, et à midi j'avais fini ma journée. Comme je connaissais tout le monde, les gars me demandaient : « Joël, tu ne veux pas me monter une murette ou monter un garage, etc. » Donc je faisais mes huit heures chez Armor le matin et quatre heures de bricole l'après-midi. Ça complétait les fins de mois. J'avais trois gars qui étaient assez grands à l'époque et quand ils n'avaient pas école le jeudi, ils venaient me rejoindre sur les chantiers et je les payais. Ça leur faisait de l'argent de poche. Après, ils se sont lancés dans les Compagnons du tour de France et ils se sont mis à leur compte comme plombier, maçon...

« La trempe »

Je montais des fours avec de la brique réfractaire en chamotte. Ça tient à des températures élevées. Il y avait cinq personnes à la trempe. Et quand ils trempaient les pièces, il y avait un gars avec un crochet, les paniers avec les outils dedans et ça pouvait être trempé par exemple à 850°C. Et trois minutes après, ça sonnait et il remettait un autre panier à 1 200°C. Après, c'était à refroidir. Il y en avait une quantité industrielle !

Tous les outils n'étaient pas au même prix. Ce qui veut dire qu'ils n'étaient pas trempés à la même température dans les fours. Quand les fours étaient morts, il fallait les refaire. Il fallait intervenir au marteau-piqueur, parce que le sel de trempage quand il est froid il est dur comme du béton. Quand il est chaud, vous pouvez voir à travers, il est rouge. Pour moi, c'était intéressant parce que c'était mon métier.

Au niveau respiration, on n'a pas eu de problème. Mais celui qui y travaillait tout le temps, je ne sais pas ? Moi, j'allais par à coups refaire les fours, je n'y étais pas toujours. Quand j'avais mis le four en route le matin avant que les gars arrivent, j'allais à la réception des aciers.

La fabrication

Tous les aciers qui arrivaient en caisse, je les mettais en rayon. Je ne peux pas vous citer tous les aciers qu'il y avait. C'était trop important ! Quand on me donnait les fiches, je les prenais et je coupais les barres aux bonnes dimensions, au bon diamètre. Après ça s'en allait sur les machines avant d'être à la trempe, parce que une fois que c'était trempé, on ne pouvait plus les usiner, c'était trop dur. Moi, je coupais et ça partait sur les machines pour faire les pointeaux, les carrés, les filetages. Et quand toute la pièce est finie, ça va à la trempe, et après ça va au contrôle. Il y avait quinze équipes pour assurer toute la chaîne.

Les commandes urgentes passaient en priorité dans des caisses rouges. Les spéciaux étaient dans des caisses jaunes et les caisses grises, c'était le normal. On a eu une époque où il y avait beaucoup de stock. Mais le stock, ça coûte cher. Après ils ont amélioré la qualité de l'acier. Forcément, ils demandaient plus cher, mais ils n'avaient pas de stock.

Les machines

On n'était pas modernes, parce qu'on avait des stagiaires qui venaient de la Joliverie, ils disaient : « C'est vieux comme machines ! On vient faire des stages ici et on en connaît bien plus ! » On a travaillé longtemps avec des machines allemandes, robustes et très précises. Il fallait quelquefois deux heures et demie pour les régler. Après ils ont pris des chinoises. Il fallait faire des séries de 10 000 pièces et plus, sinon ce n'était pas rentable. Les machines chinoises, c'est numérique : « Appuyez sur tel bouton, appuyez sur tel bouton » et la machine est réglée !

L'entreprise à partir de 1996

Un beau jour, on a vu sur notre bulletin de salaire que ce n'était plus écrit Rineau Frères mais juste Armor. Le patron a voulu vendre la boîte à des Belges. Les Belges étaient intéressés par Rineau, Prairie-au-Duc mais pas par Armor. Les patrons ont dit c'est tout ou rien du tout. Une fois que les Belges ont acheté, ils ont revendu Armor. Depuis mon départ en 1996, l'entreprise a été vendue, mais ça porte toujours le nom d'Outillage Armor.

Quand je suis parti en retraite, il a fallu qu'ils reprennent une entreprise pour faire les fours. Et ils ont demandé une subvention pour pouvoir le faire. Sauf que les lieux ont été inspectés, ils ont vu que le sol était pourri, qu'il y avait du fibro à certains endroits. Il fallait tout remettre en état. Ils se sont retrouvés très embêtés : plus de fours, plus de trempe ! Ils ont donc sous-traité cette activité. » (Joël)

« J'avais passé un CAP de sténodactylo à l'école Fradet »

« J'ai travaillé chez Armor du 15 décembre 1951 au 31 janvier 1953. J'ai commencé à 18 ans. J'ai eu le poste par une relation de maman à l'église. Elle allait à des réunions et elle a parlé de moi à une dame dont le mari était chef comptable chez Armor. Cette dame a donc parlé de moi à son mari et le mari m'a fait venir. Je me suis présentée avec ma maman et franchement, la conversation était plus avec maman qu'avec moi. C'était dans un grand bureau, tout le monde me regardait, c'était très intimidant ! Surtout quand vous n'avez jamais travaillé.

Ils m'ont prise à l'essai pendant un mois, c'était pour remplacer une personne qui attendait un bébé. C'était ma première place. J'avais passé un CAP de sténodactylo à l'école Fradet. Alors quand j'ai été embauchée, on m'a mise à faire les factures et les traites à la fin du mois. Les factures, j'ai l'impression que je faisais ça de tête. Je ne vois pas de machine à côté de moi, je me vois écrire toujours mes chiffres avec une petite plume. Ensuite, le chef comptable, monsieur Morin, vérifiait ça à la règle à calcul. Je n'ai jamais compris comment il faisait ça.

J'ai été licenciée au bout de deux ans car il y a eu une compression de personnel. J'étais la deuxième à partir. J'étais au standard à ce moment-là. J'ai commencé comme dactylo-facturière, après ils m'ont mise au standard pour remplacer la standardiste qui venait d'être licenciée. C'est elle qui était arrivée la dernière, et c'est donc elle qui a été licenciée la première. Dans le temps, c'était comme ça, on licenciait le dernier arrivé. Et moi, comme j'étais arrivée avant elle, j'ai été la deuxième à partir.

Le personnel

On était assez nombreux. À l'usine et dans les bureaux. À l'usine, je ne sais pas combien ils étaient parce que je n'y allais pas vraiment, mais au bureau, on était pas mal. À l'administration on était six. Et à côté de nous, il y avait les ingénieurs et monsieur Morin, le chef-comptable qui m'avait employée. Et tout ça, c'étaient des gens beaucoup plus vieux que moi.



Il devait y avoir pas mal de monde parce que je vais vous dire, ils ont fait une quête pour mon mariage et un vin d'honneur. J'ai eu pas mal de bouteilles et puis vraiment, il y avait beaucoup de monde. J'avais été un peu étonnée. Ils ont fait la quête partout. J'ai eu un service de table en vaisselle. Ils m'ont dit : « Vous savez, c'est un service de table ordinaire, après vous en aurez un mieux. » Finalement je m'en sers encore, il est très bien ! C'est des détails, mais il y avait quand même du monde. Tout le monde coopérait.

L'ambiance, c'était bien. Je travaillais avec une dame qui faisait de la comptabilité et qui m'a donné de bons principes. Elle avait dans les 40 ans. Quand on avait 18 ans,

une femme de 40 ans était vieille ! Et à ce moment-là quand on était jeune, les personnes un peu âgées, on les écoutait. Elle me donnait de bons principes : « Vous savez Béatrice, il faut toujours être très consciencieuse. »

Au bureau on ne parlait pas. Le midi un petit peu. Moi, je me détendais un peu, parce qu'on avait le courrier à poster sur une machine et c'est moi qui allais souvent dans une petite pièce où il y avait un monsieur qui était en bleu. C'était le magasinier avec sa femme. Et alors c'est là que j'entendais des petites choses, mais dans le bureau on ne parlait pas beaucoup.

On avait une cantine aussi. On amenait son pain, que je prenais tous les matins dans une petite boulangerie en haut à l'angle de la rue Saint-Jacques et de la rue Ledru-Rollin. Je me rappelle aussi qu'il y avait une belle salle avec des glaces et des lavabos où on se lavait les mains.

On faisait les 40 heures. On ne travaillait jamais le samedi, même pas le matin, où alors c'était pour récupérer. Et à ce moment-là, on avait notre jeudi après-midi de la Mi-Carême. À 11 h 30, on rangeait tout et on pouvait partir une demi-heure avant. Notre chef disait : « Qu'est-ce que vous faites une demi-heure avant ? » On répondait : « Vous savez bien, c'est la Mi-Carême ! » Et il se mettait à rire !

Venir au travail

À l'époque, j'habitais à Sainte-Thérèse. Pour venir, je prenais le tram route de Rennes. Ce n'était pas loin parce que j'habitais entre les routes de Rennes et Vannes. Je descendais à Saint-Jacques devant la boulangerie où je prenais mon petit pain. Et après j'allais à pied, ce n'était pas loin. On arrivait le matin, je prenais mon petit pain, j'allais travailler et le soir, je reprenais le tram.

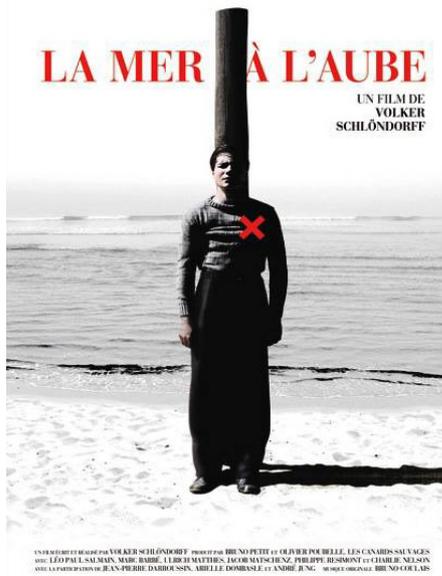
Quand il y avait des grèves, je venais à pied de chez moi. En 1952, il y a eu des grèves très importantes. Si bien que monsieur Rineau nous ramenait jusqu'à la place du Commerce dans un camion. Je ne sais pas s'il ramenait tout le monde, mais au moins tout le bureau.» (Béatrice)

Outillage Armor, lieu de tournage de « La Mer à l'aube » de Volker Schlöndorff

« Des scènes ont été tournées ici en 2012. Ce film retrace l'époque des otages fusillés par les Allemands. Il a été réalisé par Volker Schlöndorff, auteur du film « Le Tambour ». J'ai eu la chance de l'accompagner pendant les deux ou trois scènes chez nous. Il cherchait un endroit potentiel où tourner son film. Notre réfectoire était un ancien café qui a été racheté dans les années 30 pour faire la cantine du personnel. Donc, comme ils voulaient reconstituer un vieux café des années 30, chez nous, il n'y avait pas de déco à faire car tout est années 30 : carrelage, murs, les corniches, l'esprit. Des scènes ont donc été tournées ici, dans le réfectoire. Ils ont tourné pendant un ou deux soirs mais pour zéro seconde dans le film... Par contre, dans le grand hall, ils ont reconstitué un studio de cinéma. J'ai assisté à tout cela, c'était génial ! C'est un super souvenir.

Il y avait une vieille traction et comme à l'époque où se déroulait le film, il devait pleuvoir, ils avaient mis des fils sur les essuie-glaces avec deux personnes de chaque côté qui tiraient pour faire croire qu'ils fonctionnaient. Une autre anecdote avec les jeunes figurants : ils arrivaient avec les cheveux longs, la barbe et quand ils ressortaient de la salle de réunion, ils étaient rasés et en tenue de SS ! Je ne vous explique pas la surprise des voisins, surtout des anciens !

Pour le réfectoire, ils l'avaient appelé « La boîte à sardines ». J'ai une dédicace de Volker Schlöndorff sur une photo. Ils devaient aussi tourner une scène dehors devant et comme il devait pleuvoir ils ont pris les gros arrosoirs et la lance à incendie qu'on a dans l'atelier pour arroser la route. Ils ont bloqué la route pendant deux soirs. Les personnes du film étaient très contentes parce qu'il y avait un réel atelier de maintenance pour un lance-flamme qui a ensuite servi pour le tournage à la Pointe Saint-Gildas. Il y avait tout le matériel, ils étaient aux anges ! On avait aussi une vieille camionnette, de type Safari, qui était bâchée. Ils étaient partis et ils ont eu besoin de refaire une scène du film. Ils ont demandé s'ils pouvaient l'utiliser. C'était un dimanche. Elle fonctionnait très bien. Je crois qu'elle a servi pour la scène où les otages qui devaient être fusillés étaient emmenés. Maintenant, c'est le garage d'à côté qui l'a rachetée. » (Jacky)





Vues du tournage dans les locaux d'Outillage Armor en 2012. En haut à gauche, Volker Schlöndorff ajuste le chapeau d'un comédien. En haut et en bas à droite, le réfectoire de l'entreprise ayant servi de décor. En bas à gauche, un technicien du film fabrique un lance-flamme dans l'atelier de l'usine. Page ci-contre : des acteurs et des membres de l'équipe dans la cour de l'entreprise et l'affiche du film.

LES ACTIVITÉS MARQUANTES DE LA RUE DE LA RIPOSSIÈRE ET DE L'AVENUE GILARD



Jusqu'en 1882, date de mise en circulation de la rue Ledru-Rollin, la rue de la Ripossière était la voie empruntée pour relier la route de Clisson à celle de Vertou et marquait la limite de l'octroi pour la partie sud de Nantes. Étroite et bordée de nombreuses tenues maraîchères, la rue a longtemps conservé son aspect rural.



Vue aérienne de la rue de la Ripossière en 1956. Au centre, les bâtiments de la Société parisienne de confection se distinguent parmi les tenues maraîchères.

À partir de 1929, la Ville anticipe une accélération de son urbanisation : « La rue de la Ripossière dont les alignements ont été approuvés par arrêté préfectoral du 21 décembre 1843 n'a que 8 mètres de largeur. Sauf dans le voisinage de l'école publique de garçons où l'on remarque un certain nombre de maisons de construction récente, elle est bordée principalement de jardins, notamment du côté est et il est à prévoir que pour satisfaire aux demandes de plus en plus

nombreuses de terrains à bâtir, ces jardins ne tarderont pas à être affectés à la construction. Aussi, le moment nous paraît-il venu de prendre des dispositions en vue de l'élargissement de cette voie dont la largeur pourrait être portée utilement à 12 mètres. » (Délibération du conseil municipal du 16 avril 1929)

1929 est également l'année où la Société parisienne de confection trouve ici la place nécessaire pour implanter sa deuxième usine nantaise.

La Société parisienne de confection

En 1926, les Galeries Lafayette rachètent les Grands magasins Lajeunesse, Marx et Cie au 18, rue du Calvaire. Dans le sillage de cette implantation provinciale, l'enseigne parisienne ouvre trois ans plus tard deux usines de sa société de confection : l'une Butte Sainte-Anne au 3, boulevard Honoré-de-Balzac et l'autre dans le quartier, rue de la Ripossière.

La création des Galeries Lafayette

En 1894, Théophile Bader et son cousin Alphonse Kahn ouvrent à Paris leur premier magasin au 1, rue La Fayette

dans un local de 70 m² qu'ils appellent « Les Galeries ». L'année suivante, ils font l'acquisition de la totalité de l'immeuble et le 1^{er} septembre 1899, l'entreprise devient la Société anonyme des Galeries Lafayette. Dès cette époque, l'entreprise possède ses propres ateliers de fabrication et de confection rassemblés sous le nom de Société parisienne de confection. Ces derniers alimenteront les rayons de l'enseigne jusqu'à la fin des années 1960.

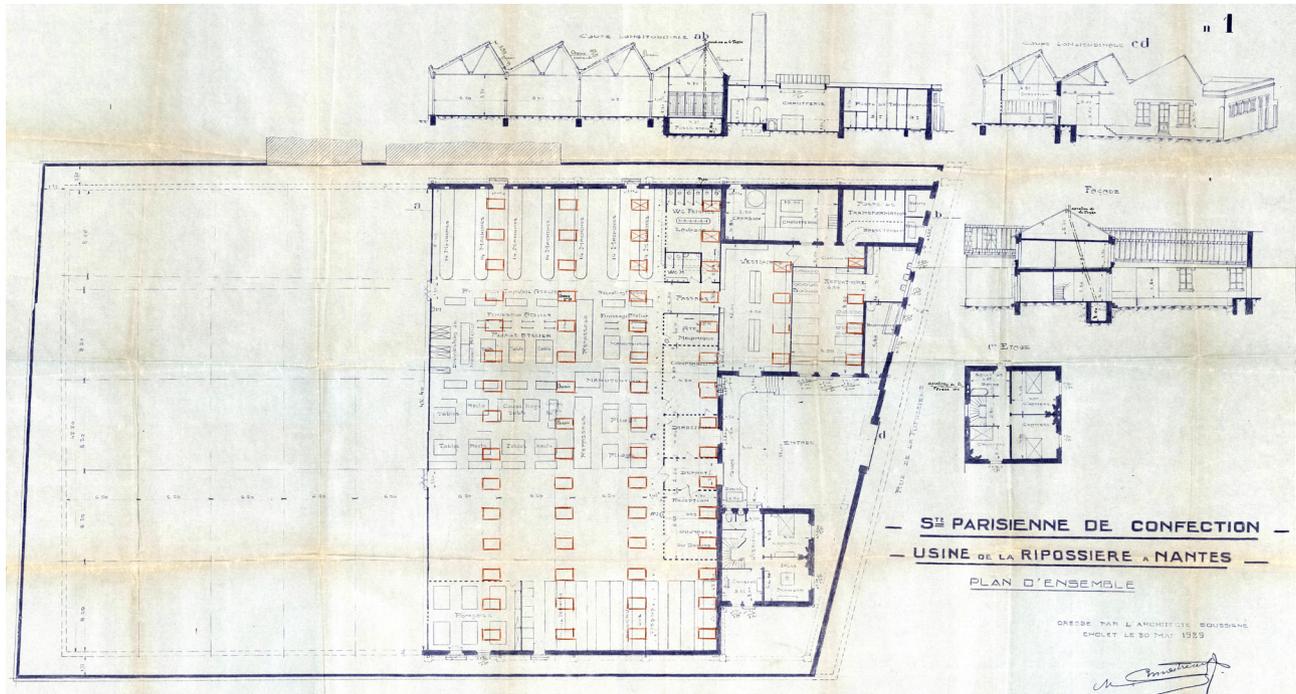
Dès sa création, le principe des Galeries Lafayette est de proposer sur un seul et même espace des grandes marques de vêtements, de maroquinerie, de bijoux, de décoration et linge de lit, etc. Toutes ces marques sont présentes sous forme de petits stands qui offrent une sélection d'articles réalisée par les acheteurs des Galeries. Ce concept de bazar de luxe imaginé par les fondateurs est un véritable

succès à Paris. Il est ensuite exporté dans les grandes villes provinciales : Nice en 1916, Lyon en 1919, Montpellier et Nantes en 1926.

Deux usines de confection à Nantes

La première usine de la Société parisienne de confection est ouverte au 3, boulevard Honoré-de-Balzac dans une fabrique de confection de 3 000 m² créée en 1917 sur un terrain de 6 000 m² par monsieur Kervarec. Ce site qui employait entre 600 et 700 ouvrières était dédié à la production des chemises et pyjamas pour hommes.

La seconde usine est implantée dans le sud de Nantes, rue de la Ripossière sur un terrain acheté à Alexis Chambon, alors propriétaire d'un certain nombre de terrains de la



Plan de l'usine de la Société parisienne de confection réalisé par l'architecte choletais Benaitreau et déposé lors de la demande de permis de construire en 1929

rue et connu à Nantes pour son magasin de porcelaines, faïence, verreries et cristaux : la maison Chambon et Godefroy au 2, rue La Fayette. On peut supposer que le choix des Galeries Lafayette d'implanter une de leurs usines rue de la Ripossière n'est pas étranger aux liens que les deux enseignes voisines ont pu établir...

La fabrique de la Ripossière était dédiée à la production du linge de maison. Elle sera la première à cesser son activité, peu de temps avant la fermeture des ateliers de la Butte Sainte-Anne en 1967. Les locaux de la rue Honoré-de-Balzac sont utilisés comme dépôt des Galeries Lafayette de la rue du Calvaire jusqu'en 1996, avant d'être rasés en 1997 pour laisser la place à un programme immobilier. Quant à l'usine de la Ripossière, le bâtiment est détruit en 1984. L'emplacement libéré permet l'édification d'un petit collectif de maisons individuelles édifiées de part et d'autre de l'avenue de Delphes.

« On ne fabriquait que pour les Galeries Lafayette »

« Rue de la Ripossière, se trouvait l'usine importante de confection féminine des Galeries Lafayette avec sa verrière à l'entrée, sa grande cheminée de briques et son paratonnerre. L'usine a été occupée pendant les grèves de 1936. Son directeur était monsieur Ferchaud et le concierge, monsieur Mollet, habitait sur place, dans une maison intégrée à l'usine. » **(Monsieur Bachelier)**

« Je suis née en 1921 quai Magellan dans une scierie où mes parents étaient concierges. Je suis allée à l'école de la rue Émile-Péhant et à 14 ans, je suis rentrée en apprentissage comme couturière. Après le certificat d'études, il fallait se diriger soit sur un métier, soit sur l'école. J'ai fait mon apprentissage quai du Commandant-Charcot devant la gare d'Orléans. Quand on faisait un apprentissage, on était chez un patron. Il n'y avait pas d'école à côté, c'était l'un ou l'autre.



Des ouvrières de la Société parisienne de confection dans l'atelier de la Ripossière en 1940

En 1941, j'ai travaillé à la Ripossière dans un atelier de couture. C'était la Société parisienne de confection. On travaillait pour les Galeries Lafayette. J'ai travaillé deux ans à peu près dans cet atelier. On était une trentaine de personnes. On n'était que des femmes. Il y avait deux hommes pour transporter les grosses choses et pour s'occuper des machines, parce qu'elles tombaient en panne des fois, les machines. Alors, on avait toujours un mécanicien. Un jeune.

On faisait les chemises, les blouses, les rideaux parce que moi, j'étais aux rideaux. On a fait beaucoup de blouses parce que c'était l'époque où l'on mettait des blouses pour le travail, à l'école, etc.

En 1943, il y a eu un manque de tissu pendant la guerre parce que les Allemands prenaient tout ce qu'il y avait à prendre. Donc comme il n'y avait plus de tissus, on nous a dit de chercher ailleurs. Après avoir quitté la Ripossière, j'ai travaillé pour le Secours National qui était rue Saint-Jacques. On faisait des petits manteaux dans les grands



L'avenue Gilard et l'arrière de la rue de la Ripossière vues en 1983 depuis les friches maraîchères qui deviendront le parc de la Crapaudine. À droite, les bâtiments et la cheminée de la Société parisienne de confection peu de temps avant leur démolition.

manteaux qui étaient donnés.

Après, j'ai travaillé pour des patronnes et quand j'ai eu mes enfants, j'ai travaillé pour moi après. Je n'ai pas travaillé longtemps pour d'autres personnes. Les voisins me faisaient faire des choses. Je faisais des robes, des manteaux, etc. Je savais tout faire en couture ! » **(Denise)**

« Les gens du quartier appelaient les employés de la SPC : les « cousettes ». Elles venaient manger Au Merle Blanc car il n'y avait pas de cantine. Elles apportaient leur casse-croûte dans une serviette de table, mangeaient, prenaient un café et repartaient bosser. » **(Colette)**

« Rue de la Ripossière, entre l'avenue Gilard et la crèche, ce n'était pas du tout comme actuellement. Là il y avait une usine avec une grande cheminée. C'était la Société parisienne de confection qui travaillait pour les Galeries Lafayette. C'était une des grosses modifications de ce secteur. Tout cela a été détruit et a été créé le lotissement

L'avenue Gilard

« L'avenue Gilard est une avenue privée qui a été bien modifiée. Les 24 propriétaires sont propriétaires de la rue. J'y réside depuis 1971. La rue Gilard était autrefois en terre battue, le tout à l'égout daterait d'une vingtaine d'années. Quand il pleuvait, l'eau pouvait entrer dans les maisons.

C'est une avenue privée et il y a des moments sympas. Tous les ans, on fait le nettoyage de la rue. On est tous avec nos balais, on arrache l'herbe et ça se termine par un pot et une petite « bouffe » avec les gens de l'avenue.

Le hangar à droite à l'entrée, c'était l'ancienne carrosserie Landron. Ils sont maintenant installés à l'entrée de la rue Jules-Le-Mével. Je les ai très bien connus. C'était une carrosserie qui marchait très bien mais ils étaient trop à l'étroit. Mais c'était il y a bien longtemps. Ils habitent désormais à Vertou. Actuellement, le bâtiment est vide depuis de nombreuses années. Il a eu d'autres affectations Théoriquement, il est frappé d'alignement au niveau de la rue de la Ripossière. Il est toujours la propriété des Landron. Il y a eu, à une époque, une réparation de vélos dans un cadre associatif, puis des voitures anciennes, puis des jeunes sérigraphistes.

Je crois que ma maison est très ancienne, sans doute cent ans. Et selon les actes, il y aurait dans ma maison des poutres qui proviendraient de l'ancien pont de Pirmil. Soit en 1924. Mais je n'ai pas de confirmation. C'était un pont en pierre, mais il y avait des poutres en bois à l'époque.

L'entreprise de parpaings était dans la cour de ma maison. Ça devait mordre sur l'emplacement de l'immeuble. Les parpaings étaient stockés sur l'emplacement actuel de l'immeuble Fablet.

Le gros élément, c'est la biscotterie qui était une entreprise à hauteur du n°20 actuel. Deux sœurs étaient propriétaires de la biscotterie et de la maison. Ça s'appelait « Le pain quotidien ». C'était à l'emplacement actuel du parking de l'immeuble. La maison derrière a été construite en deux logements par une personne qui a racheté le terrain. L'emplacement est longtemps resté en friche avant la création des petits jardins de la Crapaudine. » (Gérard)

Nous n'avons pas encore retrouvé d'éléments précis sur l'histoire de cette biscotterie. Une piste cependant que nous essaierons d'explorer ultérieurement : cette biscotterie avait-elle un lien avec « Le pain quotidien », la coopérative de commerçants détaillants créée à Nantes vers 1880 par des épiciers de Loire-Inférieure et dont une enseigne est encore visible au 44, rue Fouré ? Si vous avez des informations, n'hésitez pas à nous contacter !

Une usine de parpaings

« Monsieur Havard était propriétaire de l'usine de parpaings. Rue de la Ripossière, à l'angle de l'avenue Gilard, le terrain était occupé par une montagne de mâchefer. Ce mâchefer était traité dans des broyeurs à plateaux horizontaux qui tournaient à longueur de journée dans le bâtiment de la fabrique. Le bruit était très élevé, surtout l'été, lorsque les portails étaient ouverts. Le mâchefer broyé et mélangé à du ciment servait à confectionner des parpaings. Ces parpaings étaient stockés pour le séchage sur le terrain qui est actuellement occupé par les immeubles de l'avenue Gilard.

Un cheval utilisé pour le transport des parpaings était logé au rez-de-chaussée dans une écurie avec un grenier au-dessus pour le foin. L'entrée se faisait par un portail en bois qui existe toujours. Par ce portail, on accédait aussi aux réserves de chaux, ciment et au parc de stockage des parpaings. Cette bâtisse a bien changé depuis.

J'étais copain avec Pierre Porcher, le fils du directeur de l'usine de parpaings. La famille habitait dans l'immeuble aujourd'hui habité par la famille Frappier. Gamin, avec mon copain Pierre, nous allions jouer près des broyeurs de mâchefer. Il y avait dans un coin un vieux camion tout poussiéreux avec ses roues à bandages de caoutchouc plein et sa chaîne d'entraînement de l'essieu arrière. Nous étions très impressionnés de monter dans la cabine et de tenir le volant.

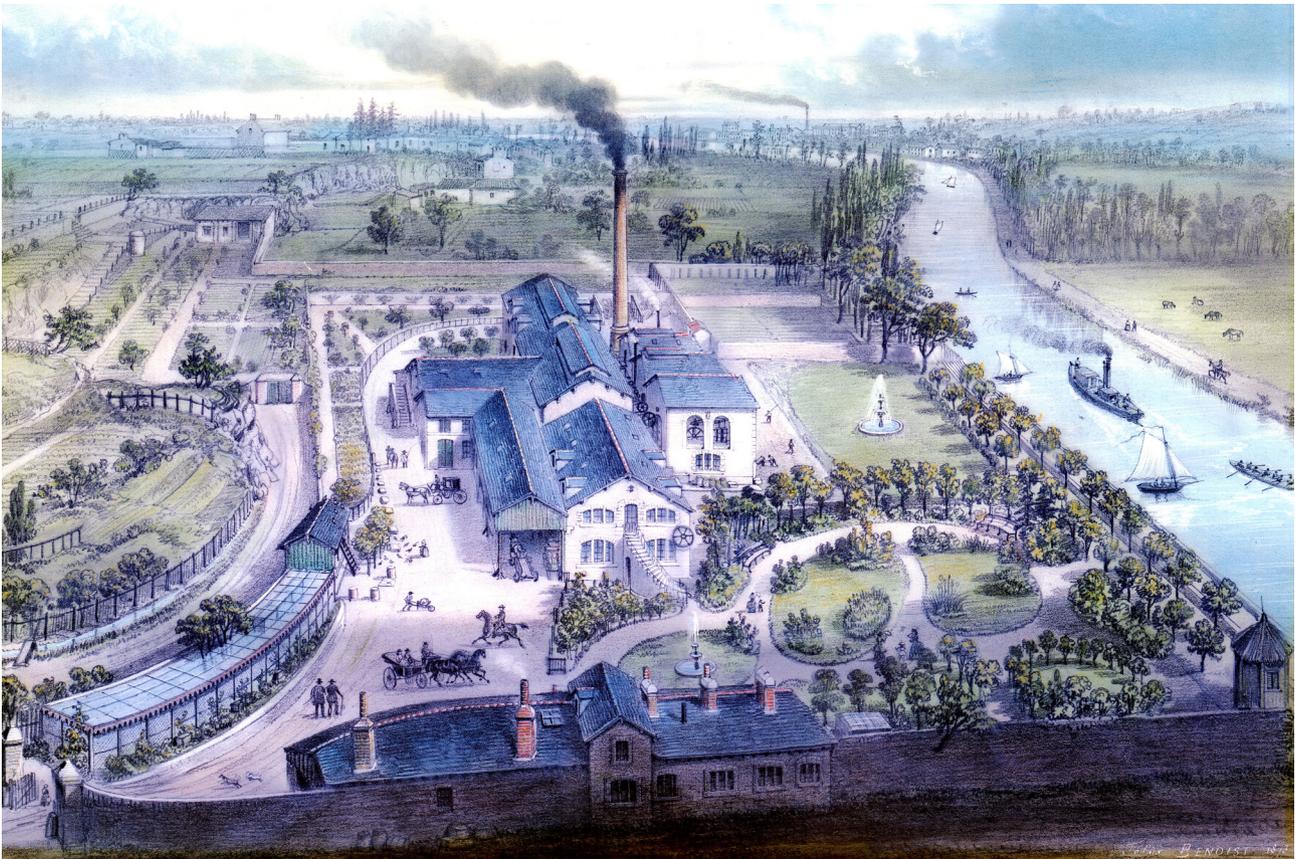
Après la fermeture de l'usine, pendant la guerre en 1940, des réfugiés du Nord et des Belges, ont couché là, sur la paille. Ils venaient chercher de l'eau à la maison. C'était une bien triste époque... Lorsque l'usine a fermé, le terrain de dépôt de mâchefer est resté longtemps vide. Mais à la fin de la guerre, dans les années 1946-47, un baraquement y avait été construit, qui a servi de logement pour une famille de réfugiés des bombardements, identique aux bâtiments qui étaient près de l'ancienne mairie annexe. » (Monsieur Bachelier)

2021, parpaings de mâchefer visibles rue Frère-Louis



L'ENTREPRISE BONNEFON : DU TAPIOCA À LA SOUDURE

En 2019, les noms de Jacques Carrère et d'Odon Bonnefon sont attribués aux nouvelles voies ouvertes au sein du programme immobilier porté par le promoteur Ataraxia sur le site de l'ancienne usine Bonnefon. Il s'agit ici de rappeler la mémoire des fondateurs de l'entreprise qui a déployé ses activités pendant plus d'un siècle et demi au bord de la Sèvre dans le village de la Piaudière.



Vue à vol d'oiseau de l'usine Tapioca Carrère extra réalisée en 1873 par Félix Benoist

L'histoire de l'entreprise familiale démarre en 1860 avec Jacques Carrère. Né en 1826 à Bescat dans les Pyrénées-Atlantiques, il s'installe à Nantes dans le village de la Piaudière où il fonde la marque Tapioca Carrère extra. À son décès en 1883, ses neveux Giton et Eugène Bonnefon, reprennent l'affaire après avoir été commis chez leur oncle. Ils passent ensuite les rênes au neveu d'Eugène, Odon Bonnefon, qui devient directeur de la Fabrique de produits exotiques J.Carrère.

Entre 1860 et 1943, l'activité de l'entreprise est principalement dédiée à la production du tapioca. À partir de 1955, Jacques Bonnefon, le fils d'Odon, donne un cap tout à fait nouveau à l'activité familiale en s'orientant vers un secteur porteur : le soudage. À son décès, en 1993, deux de ses fils, Daniel et Gérard, s'entendent pour continuer l'activité. À eux deux, ils bâtissent le groupe Bonnefon composé de trois entités et employant quarante-huit salariés.

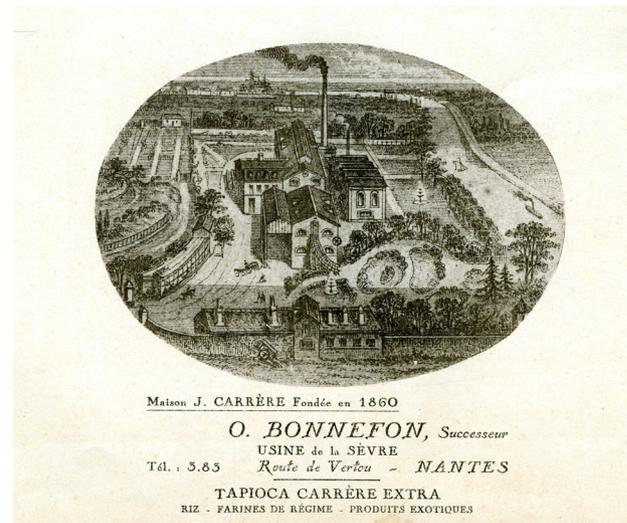
Aujourd'hui, Bonnefon est un nom familier à ceux qui procèdent à des soudures dans leur production. Présente sur le marché depuis plus de soixante ans, la maison nantaise s'est placée comme fournisseur, au plan national, de matériel de soudure. Elle est distributeur exclusif de la marque allemande Dinse et J.Thielman. L'entreprise s'est également développée en travaillant sur l'éventail de solutions à apporter aux entreprises de toutes tailles, notamment avec de l'innovation dans le traitement des fumées de soudage.

Pour passer le cap du 21^e siècle, de nouveaux locaux ont été construits en 2019 dans la zone économique de Moulin-Cassé, à Bouguenais. Avec 2 300 m², la capacité de stockage et de service après-vente a été doublée. Les bâtiments historiques de la Piaudière ont été vendus au promoteur Ataraxia.

« L'origine de l'entreprise, c'est la production de tapioca »

« Je suis Gérard Bonnefon, le petit-fils d'Odon, et je suis le plus vieux des Bonnefon aujourd'hui. J'habite et je travaille dans le quartier depuis tout le temps. Après ma troisième, je suis parti à Saint Jean-Baptiste de la Salle, rue du Ballet, dans le quartier Saint-Félix. Ensuite, j'ai fait du dessin, de l'électricité et presque aussitôt après, je suis entré dans l'entreprise de mon père. J'ai commencé en 71, puis je suis parti à l'armée et je suis rentré en septembre 1973. Et j'y suis encore !

L'origine de l'entreprise, c'est la production de tapioca. C'est une entreprise familiale. C'est l'oncle de mon arrière-grand-père, qui s'appelait Jacques Carrère, qui l'a créée. Dans la région, l'entreprise était plus connue comme Tapioca Carrère que Bonnefon.



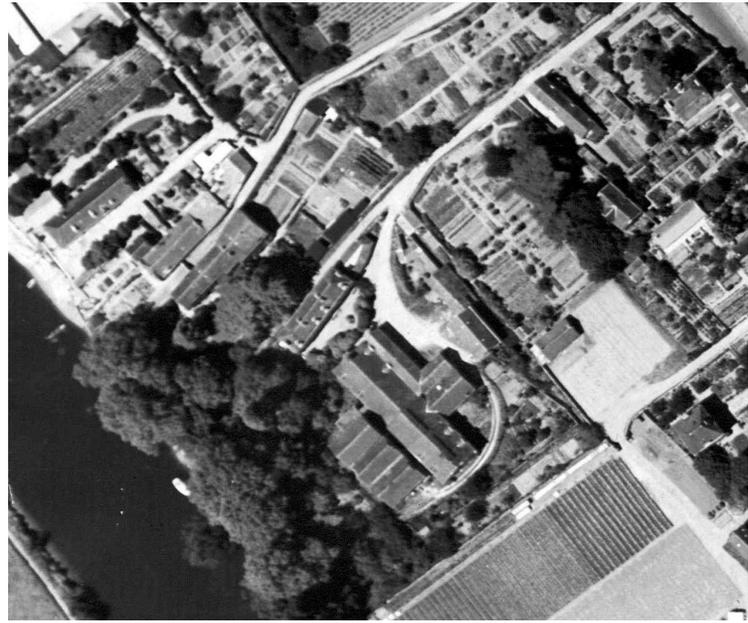
1926, publicité pour la marque dorénavant exploitée par Odon Bonnefon

La famille Bonnefon est originaire des Pyrénées. Mon arrière-grand-père était directeur d'école. Il avait quatre enfants et mon grand-père, Odon Bonnefon, se destinait à faire l'École normale. Mais il a échoué au concours. Alors après, ça a été vite fait : son père lui a dit de rejoindre les oncles à Nantes et d'aller travailler. Il est donc parti de Bescat et il a atterri à Nantes. Je pense que c'était avant 1914 car il a fait trois ans de service militaire et quatre ans de guerre. Il est revenu à Nantes ensuite et il s'est marié avec ma grand-mère.

Quand il est revenu, il a commencé aux tanneries Leroy comme ouvrier. Au début, il faisait l'homme à tout faire et il a fini comme directeur. Mon grand-père a ensuite racheté l'entreprise de ses oncles. Il y avait le site de production et un commerce d'épicerie de gros pour la région mais qui a disparu pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'activité consistait à la prise en charge des racines de manioc pour être transformées sur les bords de la Sèvre. Le manioc arrivait par cargo en Loire, puis était rechargé sur une péniche qui passait le pont de Pirmil par le chemin de halage. Je ne sais pas comment ils se débrouillaient à l'époque, parce que le chemin était d'un seul côté, du côté de Rezé. C'est la promenade qui existe toujours. On l'appelait toujours chemin de halage et pas promenade. Donc les péniches arrivaient à quai, ils accostaient et tout était chargé dans les usines. Après, ils transformaient la matière première et ils mettaient tout ça en sac. À l'époque du tapioca, beaucoup de gens du quartier travaillaient dans l'entreprise. Et pendant très longtemps, des gens venaient nous demander des certificats comme quoi ils avaient travaillé chez nous.

La continuité industrielle sur le site de Nantes, c'est-à-dire le passage de la production de tapioca à l'activité soudure, c'est plutôt un hasard, un concours de circonstance. C'est



1956, vue aérienne de l'entreprise Bonnefon au bout de l'avenue de la Piaudière

parce que mon grand-père est tombé malade et qu'il a fallu développer une autre activité pour se maintenir sur le site.

Après la guerre, dans les années 50, l'usine était délabrée. Mon grand-père n'était pas très entreprenant et il a laissé tout ça s'écrouler. Ça pleuvait là-dedans, c'était une horreur.

Mon père, Jacques Bonnefon, avait fait la Joliverie. Il avait passé le concours des PTT et il se destinait à une carrière dans les PTT. À chaque fois qu'il revenait, il réparait un petit bout, mais c'est immense ! Moi, quand j'étais gamin, tous les entrepôts, c'était un eldorado. Je passais beaucoup de temps là dedans.

Quand mon grand-père est tombé gravement malade, mon père a lâché sa carrière aux PTT pour revenir s'occuper un peu de son papa et de son entreprise.

Autant mon grand-père était quelqu'un très proche de ses sous, qui n'aimait pas dépenser, autant mon père c'était l'inverse. C'était un investisseur, un bâtisseur à son niveau, un entrepreneur. Donc, comme il était très doué de ses mains, il a commencé à retaper tout ça. D'ailleurs aujourd'hui si je sais bricoler c'est grâce à ça parce que j'ai été impliqué plutôt rapidement dans l'affaire. Et comme je n'aimais pas trop sortir, je préférais aider mon père.

Ensuite, il a rencontré le patron de Polysoude qui lui a proposé de s'associer. À l'époque, il y avait un peu de ferraille à découper, à démonter et il a fallu trouver des fournisseurs. Donc en 1955, ça a démarré comme ça, dans un petit bureau qu'il avait retapé. Il a démarré tout seul, il faisait les chantiers Dubigeon. Dubigeon a été l'un des premiers à répondre présent, ainsi qu'une autre entreprise nantaise bien connue : Brissonneau. Ce sont les deux premiers qui lui ont fait confiance et qui l'ont aidé à se lancer.

Ma mère a aidé mon père au début. Après il y a eu une secrétaire et ensuite un commercial. On est restés petits très longtemps. Et puis après, on a eu la chance d'être représentant régional d'une grande marque allemande, donc on s'occupait de vendre ça sur la Bretagne. Et puis, en 1993, on est passé à toute la France. On est donc parti du statut de petit marchand régional au statut de marchand national. Et c'est ce qui nous a permis de commencer à travailler avec de très grands groupes : Peugeot, Renault, le groupe Air Liquide, etc. qui nous ont fait confiance.

Aujourd'hui c'est une fin d'histoire à Nantes puisqu'un permis de construire a été déposé sur la propriété pour un projet immobilier d'une soixantaine de logements. Par contre, la maison sera conservée. On avait la nécessité absolue de bouger parce qu'on ne peut plus évoluer. Les bâtiments sont en mauvais état et nous n'avons plus de place. » (Gérard)

« C'est Jacques Bonnefon qui a monté la boîte de vente de matériel de soudure en 1955 »

« J'ai été embauché chez Bonnefon comme comptable le 22 janvier 1979 et je pars en retraite en décembre 2018. Avant, j'ai travaillé trois ans chez un marchand de vin, Jules Olivier, à Haute-Goulaine. J'avais un bac, passé à la Joliverie, et un jour, fin 1978, j'ai trouvé l'annonce Bonnefon sur Ouest-France. Et depuis je n'ai pas bougé.

C'est Jacques Bonnefon qui a monté la boîte de vente de matériel de soudure en 1955, dans les mêmes bâtiments qui servaient au tapioca. Il a démarré seul avec sa femme. Il travaillait aux PTT et il a lâché quand son père, Odon Bonnefon, est tombé malade. Il a donc repris les bâtiments de l'usine de son père. Au temps du tapioca, il y avait deux cents femmes qui mettaient en boîte. J'ai toujours entendu ça.

Deux fils de Jacques travaillent dans l'entreprise : Gérard est arrivé en 1973 et son frère, Daniel, qui est le chef maintenant, est arrivé en 1990. Ils ont repris l'entreprise en 1993 quand leur père est décédé.

Ici, on ne fait que de la vente, on ne fabrique pas. Il y a l'accueil, le magasin avec les chalumeaux et tout ce qui s'en suit. Il n'y a pas de séparation. On a un atelier de réparation mais normalement on ne doit pas tomber en panne... On a donc un service après-vente. On est dix-huit sur le site : dix au magasin, trois au bureau, et cinq commerciaux.

La société allemande Dinse est notre plus gros fournisseur, et on est les vendeurs exclusifs de leur matériel de soudure. N'importe qui, même dans l'est de la France, est obligé d'acheter chez nous. C'est exclusif pour toute la France. C'est ce qui a boosté la boîte Bonnefon dans les années 80. On vend aux artisans, pour les automobiles Renault, Citroën, Peugeot, etc.

L'ambiance était différente du temps du père Bonnefon. C'est un gars que je n'ai jamais vu partir en vacances et il passait tous les week-ends dans le bureau. Quand je suis arrivé, les magasiniers préparaient les fourgons aménagés, avec de la pub Bonnefon dessus, pour les commerciaux. À l'intérieur, il y avait des tiroirs pour chaque pièce. Ils partaient sur Lorient toutes les six semaines. Le père Bonnefon était commercial lui aussi et il partait avec tant de pièces comme ça, parce qu'il savait que ses clients allaient en avoir besoin. Et s'il y en avait une de trop dans le tiroir, le gars du magasin se faisait engueuler ! C'était prévu pour tant de pièces. Et qu'il pleuve ou qu'il neige, il voulait prendre son camion. Et s'il voyait des traces de pas à l'intérieur, il disait : « Vous auriez pu passer la serpillière ! » (Jean-Pierre)



Vues des bâtiments et du magasin de l'entreprise Jacques Bonnefon Soudure en 2018, peu de temps avant leur démolition



L'ENTRÉE DE LA ROUTE DE VERTOU : LE CAFÉ-ÉPICERIE AU MERLE BLANC ET L'ENTREPRISE GUILLEMET



L'entrée de la route de Vertou dans les années 1910. À l'angle de la rue de la Ripossière, l'épicerie-buvette Au Merle blanc

Au Merle blanc

En 1831, un certain Jean-Baptiste Lemerle, tonnelier, demande l'autorisation de construire une maison sur un terrain situé à l'angle de la rue de la Ripossière et de la route de Vertou. Cette bâtisse deviendra plus tard le café-épicerie Au Merle blanc (on peut faire l'hypothèse que le nom du commerce a été inspiré par le patronyme de son premier propriétaire...). Nous n'avons aucune information sur ce café jusqu'en 1924, année où les grands-parents

de Colette Guéry rachètent l'établissement. Repris par ses parents puis par elle-même, le café a animé le quartier et a rendu bien des services aux habitants jusqu'à sa fermeture en 1993.

« Cette épicerie, on y vendait de tout »

« Mes grands-parents maternels, Frédéric et Henriette Esseau, ont tenu le café-alimentation le Merle Blanc de 1924 jusqu'à la mort du grand-père, en 1943. Avant, ils avaient un café en centre-ville, le café du Vieux Nantes, place Viarme. Ils sont venus s'installer là, ils ont ouvert un café – alimentation. Ça s'est tout de suite appelé le Merle blanc, mais je ne peux pas vous dire si c'était déjà le cas avant. Il semble que le café existait déjà avant l'arrivée de mes grands-parents maternels. En ce qui concerne le nom, un jour quelqu'un aurait vu un merle blanc sur le toit de l'église de Beautour, mais l'anecdote ne dit pas pourquoi le café a été nommé comme ça.

Grand-père s'occupait du café, et grand-mère de l'alimentation. Quand on est face à la maison, l'épicerie était à gauche, et le café à droite. Et derrière la maison, il y avait une cour avec des terrains de boules. Les gars venaient y jouer le dimanche après-midi. Et dans le jardin, il y avait une serre avec des légumes que grand-mère cultivait et vendait à l'épicerie.

Le café du Merle Blanc vers 1928. « Dans l'encadrement de la porte, on voit mon grand-père Frédéric Esseau, son employée Solange, ma maman devant elle (qui tiendra par la suite le café avec mon papa, Raymond Moillet) et à côté ma grand-mère Henriette Esseau. Sur la gauche, les trois personnes sont des clients. »



Cette épicerie, on y vendait de tout. Par exemple, on vendait du sel au kilo. Regardez les traces d'humidité ici, ce seraient dû au sel qui était dans des sacs de jute. Le lait venait de Haute-Goulaine. Claude Sauvage, et avant lui son beau-père, faisait le ramassage du lait tous les jours. Il faisait du beurre, c'était une laiterie. Il avait une camionnette, un Tub Citroën, avec lequel il faisait la tournée qu'il finissait chez nous.

Après la mort du grand-père, ma mère, qui avait 23 ans, et ma grand-mère se sont occupées de l'épicerie et du café toutes les deux. Dès son mariage, papa a laissé son boulot aux ACB pour travailler au café. Il s'occupait aussi du dépôt de bouteilles de gaz Antargaz, au fond du jardin, où depuis a été construite une autre maison. Papa livrait à domicile les bouteilles de gaz avec son camion.

Il vendait aussi du pétrole pour le chauffage, et devant le café il y avait une pompe pour distribuer de l'essence pour les mobylettes. On disait du mélange 2 temps à ce moment-là. Cette pompe est restée longtemps, mais je ne sais plus jusqu'à quand. Il y avait aussi une pompe à essence pour les voitures.

Ensuite, mon père a monté un magasin d'électroménager. C'est moi qui y faisais la déco quand j'avais 15/16 ans car j'apprenais le métier de vendeuse étalagiste.

Mes parents travaillaient du lundi au dimanche, Le dimanche, avec mes trois sœurs, on mettait des chaises dehors et on regardait passer les voitures.

J'ai repris le café juste avant la mort de mon père en 1970. À cette époque, l'épicerie n'existait plus. Ma grand-mère était morte un peu avant. Jusque là, je travaillais chez Casino et j'ai décidé de continuer toute seule : ma mère étant trop âgée, et mon mari avait son travail. Et j'avais déjà trois enfants !

La vie du café était familiale. En fin de semaine après leur journée, les « patrons » du quartier venaient prendre l'apéritif. Ils finissaient leur paperasse sur place. Il y avait, entre autres, le maçon de la rue Gabriel, le fabricant de cannes à pêche de la route de Vertou, et bien d'autres.



Dans les années 1960, Raymond et Simone Moillet et leurs quatre filles posent devant le magasin d'électroménager ouvert à côté du café-épicerie.



Dans les années 1960, le camion utilisé par Raymond Moillet pour les livraisons de bouteilles de gaz

Il y avait les gosses de la Persagotière avec leurs parents qui venaient manger là quand il y avait la kermesse. Du coup, la salle de réunion était archi-pleine. Déjà du temps de mes parents, les éducateurs venaient au café pendant que les élèves étaient à la messe, car de mon temps la messe n'était plus obligatoire...

À une époque, peut-être dans les années 60, l'école Ledru-Rollin était « centre d'examen » pour le certificat d'études primaires. Comme les épreuves se déroulaient le matin et l'après-midi, et qu'il n'y avait pas de cantine, les gamins apportaient leur casse-croûte. Mon père installait une grande table dehors pour les accueillir, parce qu'on n'avait pas le droit de recevoir des gosses dans un café. Je ne sais plus combien de temps on a fait ça. Je ne me rappelle que de la fois où j'ai passé mon certificat...

Mes parents ouvraient le café de 6 heures à 20 heures, tous les jours. Moi, j'ai ouvert pendant un an le dimanche pour le club de foot de Sèvre, après leurs matches. Mais ça n'a pas duré. J'ai aussi le souvenir de soirées avec de bons clients !



Colette Guéry derrière le comptoir de son café dans les années 1980



Dans les années 1980, l'épicerie et le magasin d'électroménager ont disparu. Colette a conservé l'activité café-jeux et s'implique dans l'organisation des fêtes du quartier.

La Marche des vendangeurs

La Marche des vendangeurs existait déjà du temps de mes parents, puis moi j'ai continué. Cette marche était organisée par le comité des fêtes et les vigneron de la Haye-Fouassière. Puis, comme je faisais partie du Comité des fêtes de Pirmil, on a eu l'idée du jumelage de notre quartier et de leur commune. Il faut dire que chez eux et chez nous, les deux marchés se tenaient le mercredi. Du coup, la place du marché de la Haye-Fouassière a été également nommée place Pirmil.

J'ai organisé ce jumelage avec Jean Daniel, le traiteur du « Petit Saint Antoine » de la Haye-Fouassière qui était un ami originaire de notre quartier. Son père avait une charcuterie route de Clisson au Lion d'Or.

La Marche des vendangeurs, tout le monde pouvait y participer. Les participants avaient un baquet qu'on



Départ d'une marche des vendangeurs devant le café de Colette

utilise pour mettre les grappes que l'on vient de cueillir. Ils partaient du Merle Blanc. Autrefois, il y a eu des départs de Presse-Océan, du café Bonne Garde de monsieur Morin qui se trouvait face à l'hôpital Saint-Jacques.

À l'inscription, on donnait le baquet, un tablier et un dossard. C'était une marche, il ne fallait pas courir. Les premiers arrivés avaient un lot, une coupe, un truc comme ça. À la Haye-Fouassière, ils étaient accueillis par le maire. Moi aussi, je donnais des coupes à ceux qui avaient participé, premier ou pas premier, des petits cadeaux. Ils étaient heureux comme des dieux ! Ceux à qui je donnais un lot, c'étaient les clients du café. Après, on buvait avec eux un coup de vin nouveau.

La marche avait lieu en septembre, après les vendanges parce qu'il fallait bien que le boulot soit fait avant ! On en a eu une extraordinaire en 1993 avec LU parce que tout le monde s'était déguisé. C'était quand ils ont fait le rond-point avec la fameuse soucoupe volante. On a été reçus à la mairie par le maire de la Haye-Fouassière et le directeur de LU. Les enfants étaient déguisés en « Petit écolier » comme sur les paquets de gâteaux. » **(Colette)**



Départ d'une marche des vendangeurs devant le café. La course était précédée d'un lâcher de pigeon.



Enfants déguisés en «Petit écolier» lors de la marche des vendangeurs de 1993

L'entreprise Guillemet

Georges Guillemet a monté une entreprise d'appareils automatiques de jeux de café : flippers, juke-box, baby-foot, etc. Son entreprise a démarré au début des années 50. Il a su saisir une opportunité. Au départ, les appareils lui étaient prêtés. Il avait donc commencé juste après guerre et il a pris sa retraite en 1987 à 66 ans. Son fils lui a succédé jusqu'en 1997.

Au début, l'entreprise était située rue des Récollets à Nantes, puis rue Jean-Fraix à Rezé, dans un grand garage. En 1963, monsieur Guillemet s'est installé route de Vertou. Il a acheté la maison avec un grand terrain. C'était plus pratique. Il a fait des modifications pour pouvoir faire entrer sur le parking une camionnette, un camion et les véhicules de ses employés et il a construit une dépendance avec entrepôt, atelier, bureaux. C'était donc un entrepôt et un lieu de maintenance, entretien, réparations. Par exemple, il fallait stocker les appareils qui étaient retirés des cafés pour entretien avant de les placer ailleurs.



2018, les anciens bâtiments de l'entreprise Guillemet



L'autocollant de l'entreprise qui était collé sur chaque jeu installé dans les cafés

Monsieur Guillemet était propriétaire des appareils qu'il mettait à disposition des cafetiers. Il laissait une partie de la recette selon les conventions passées avec ceux-ci. Par exemple, dans le quartier, il avait mis des appareils, juste en face au Merle Blanc.

Pendant la période la plus florissante des années 70, il y avait huit employés : une secrétaire, un apprenti, des ouvriers compétents en mécanique de précision et en électricité, et un chef d'atelier. Quant à monsieur Guillemet, il était le commercial et il faisait la comptabilité.

À Nantes, il déposait ses appareils dans les cafés. Sa grosse clientèle, c'était le Molière et le café l'Univers place Graslin, le Santeuil et la Coquille. Pas loin d'ici, il y en avait au Lion d'Or. En fait, il en avait partout dans Nantes, comme à la Croix Verte près de la place Mellinet, et dans tout le département : à la Montagne, Paimbœuf, etc.

L'été, monsieur Guillemet ouvrait des salles de jeux sur la côte : à la fin des années 70 à la Bernerie, rue de la Mer, près de la salle de cinéma, à Pornic dans un grand espace municipal où il avait aussi installé des bowlings, et dans les années 80 une autre à Pornic, dans le centre ville, et à Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Bref, son activité s'étendait sur toute la région.

L'été était sa grosse période de travail (surtout les étés pluvieux...) et pendant ce temps-là l'entreprise continuait la maintenance à Nantes.

Dans cette profession, ils étaient plusieurs, environ quatre sur Nantes, et ils s'entendaient pour ne pas se marcher sur les pieds les uns les autres !

« Dans mon café, il y avait un baby-foot, un flipper et un autre jeu qui venaient de l'entreprise Guillemet qui se trouvait en face du café. On leur avait loué une salle du café. Ils y ont fait un « show-room », comme on dit maintenant, pour exposer les flippers et autres jeux de café. » **(Colette)**



Arrivée d'un nouveau jeu du distributeur Guillemet au Merle blanc en 1992



LES CAMELLIAS DE JUSTINE ET JEAN HEURTIN

Avant de devenir maire de Nantes de 1832 à 1848, Ferdinand Favre se passionna pour le camellia, qu'il découvrit lors d'une exposition à Gand. Dès 1808, il fit venir des graines d'Angleterre et en commença la culture. À sa suite, les amateurs et les horticulteurs nantais se passionnèrent pour la Rose du Japon, en particulier dans le quartier Saint-Jacques.



Portrait de Jean et Justine Heurtin en 1907

Les obtenteurs Cormerais, Heurtin, Bahuaud-Litou ont créé des variétés toujours commercialisées et appréciées des amateurs. La propriété de Ferdinand Favre, le Clos sur l'Éau, se trouvait à Saint-Sébastien-sur-Loire, à la limite de Nantes, près du village de la Grèneraie. C'est sans doute grâce à ce voisinage que plusieurs jardiniers de Saint-Jacques se sont mis à produire des camellias.

Jean et Justine Heurtin se sont d'abord installés rue de la Fonderie, tout près du Clos sur l'Éau. Puis en 1882, au bord de la Sèvre, où ils ont succédé à François Bahuaud et Angélique Litou dans une tenue entre la Persagotière et le village de la Piaudière, peut-être sur une parcelle absorbée ensuite par l'Institut des sourds. Entre le milieu du 19^e siècle et la Première Guerre mondiale, des camellias ont ainsi été multipliés, hybridés et commercialisés durant plus de soixante ans par des horticulteurs qui profitaient ici de l'eau de la rivière, ainsi que d'un climat particulièrement favorable...

La pépinière de camellias Cormerais était installée jusqu'après la Seconde Guerre mondiale dans une partie des terrains qui sont devenus le parc potager de la Crapaudine.

Jean Heurtin est l'exemple même du jardinier du 19^e siècle qui sort de l'anonymat à force de travail et d'abnégation. Sa biographie a été rendue possible grâce à un courrier datant du 7 septembre 1975, écrit par son petit-fils, le docteur Jean Crézé, membre de la Société internationale du camellia (ICS), et adressée à Paul Plantiveau, directeur du Service des espaces verts de la Ville de Nantes.

« Jean Heurtin naît le 7 mai 1825 à Saint-Herblain. Il est le fils de Jean-Joseph Heurtin, laboureur à La Gagnerie, et d'Angélique Violin. Il perd sa mère en 1832, puis son père en 1835. Il est alors recueilli par une tante de sa mère dont le mari est jardinier.

Le 29 janvier 1856, il épouse Justine Marie Douineau, femme de chambre à l'Ébaupin à Vertou où lui-même est jardinier. La propriété de l'Ébaupin compte sept jardiniers. Le mariage a lieu à Vertou. Trois des quatre témoins sont jardiniers ! Peu après, ils s'installent en tant qu'horticulteurs sur la Côte Saint-Sébastien, chemin de la Fonderie. En 1869, il adhère à la Société nantaise d'horticulture au sein de laquelle il obtiendra de nombreux prix lors des expositions florales (vingt-et-une médailles en 40 ans).

En 1882, la famille Heurtin s'installe à Nantes au 121, route de Vertou (qui deviendra le 24, rue Frère-Louis). Il est l'ami du frère Louis, fondateur de l'Institut des sourds-muets de La Persagotière.

En 1874, il obtient le camellia « Justine Heurtin » et, en 1879, le camellia « Beauté de Nantes ». En 1895, à 70 ans, il participe à une exposition horticole en Belgique. En 1897, il présente un camellia à la Société nantaise d'horticulture, probablement « Ville de Nantes », en hommage au bateau à vapeur Ville de Nantes, qui est censé emmener le président de la République Félix Faure de Nantes à Saint-Nazaire lors de sa visite le 22 avril 1897. En réalité, ce bateau ne transporte que les journalistes tandis que le président prend place dans le bateau l'Élan. Jean Heurtin décède le 16 mars 1917 de la grippe espagnole. » **(Stéphane Lehuédé in 1001 camélias à Nantes et dans toute la Bretagne sous la direction de Jacques Soignon et René Mahuas)**

Camellia ou Camélia ?

Le botaniste suédois Karl Linné dédia en 1735 cet arbuste au père jésuite Joseph Kamel qui signait Pater Camellus, d'où les deux "l" du nom scientifique du camellia... jusqu'à ce que Alexandre Dumas fils écrivît "La Dame aux camélias", avec une faute d'orthographe qui finit par être admise dans les dictionnaires...

Mais les jardiniers nantais passionnés de cette plante ont toujours à cœur de maintenir les deux "l" de l'orthographe originelle...



Portrait de Marie Duplessis réalisé par Edouard Viénot. Courtisane et maîtresse d'Alexandre Dumas fils, elle a inspiré le personnage de Marguerite Gautier, la fameuse dame aux camélias...